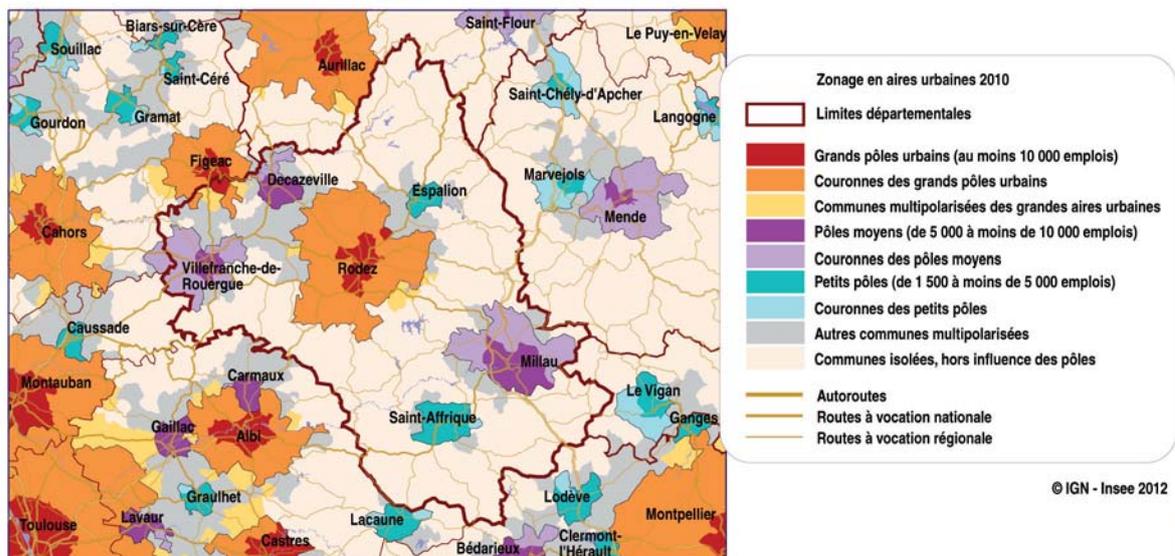




Maintenir la dynamique démographique, un enjeu pour l'Aveyron

L'Aveyron renoue avec la dynamique démographique, grâce à un afflux migratoire qui profite aux villes. Les néo-Aveyronnais sont plutôt des actifs et, même si les jeunes partent encore vers Toulouse ou Montpellier, le prolongement de ces tendances ralentirait le vieillissement. Il accompagnerait aussi la mutation déjà amorcée d'une économie où agriculture et industrie restent présentes. Des fragilités persistent dans certains cantons, comme la précarité des plus âgés ou l'éloignement des équipements. Renouveler les actifs, accompagner le vieillissement en prévenant la dépendance, en réduisant les inégalités et en luttant contre l'isolement, constituent autant d'enjeux pour l'avenir.

Six pôles d'emploi structurent l'Aveyron Aires d'influence des villes en 2010



Christian Ratte

avec la collaboration de A-L. Duplessy, P. Duprat, T. Guillaume, G. Labarthe

Cinquième département de métropole par sa superficie, l'Aveyron est l'un des départements les moins densément peuplés (32 habitants/km²) et les moins urbanisés du pays (moins d'un Aveyronnais sur deux vit en ville). Cette situation résulte de son profil montagneux sur la partie sud du Massif central et de son éloignement des grands axes de communication et des métropoles régionales.

L'Aveyron est traversé par l'autoroute A75, qui relie Clermont-Ferrand à Béziers et Montpellier, en passant par Millau, et par la RN88, qui relie Rodez à Albi et Toulouse. À l'écart des grandes dessertes ferroviaires, le département bénéficie d'un atout avec l'aéroport de Rodez-Marcillac proposant des liaisons aériennes régulières vers Paris, Londres, Dublin ou plus récemment Bruxelles et Porto.

L'enjeu de l'attraction démographique

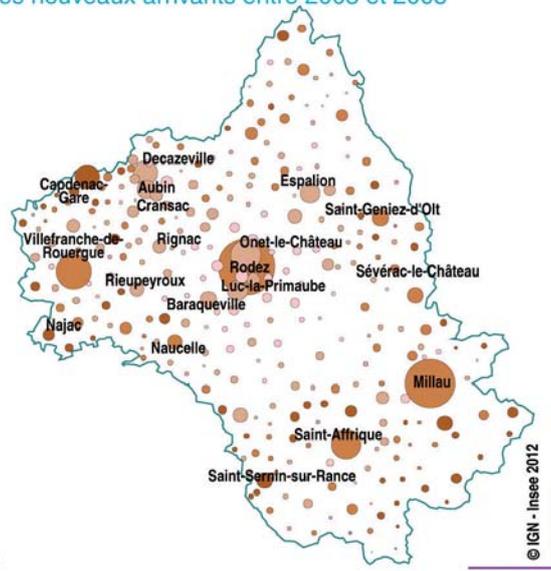
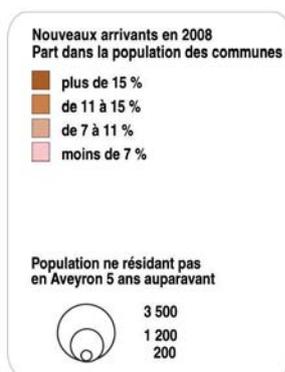
La démographie aveyronnaise se porte relativement bien : entre 1999 et 2009, le département a gagné 13 000 habitants et atteint désormais 277 000 habitants.

Sur cette période, la croissance de population est plus élevée qu'en moyenne régionale hors Haute-Garonne et également plus élevée que dans les départements du Massif central. Ça n'a pas toujours été le cas : pendant longtemps, ce territoire a été confronté à un exode rural très marqué, contribuant largement à grossir les rangs des expatriés du Massif central à Paris. À la fin du XIX^e siècle, le département comptait plus de 400 000 habitants, presque autant que la Haute-Garonne à l'époque. La baisse de la population s'est poursuivie jusqu'à la fin du XX^e siècle, où le déficit naturel contribuait aussi fortement à sa diminution.

Le retournement de tendance intervenu depuis est lié exclusivement aux mouvements migratoires, dont le solde compense désormais largement un déficit naturel persistant. Cette croissance démographique n'irrigue cependant pas tout le territoire : elle concerne principalement les communes de la banlieue ruthé-

Les nouveaux arrivants s'installent plutôt dans les grandes communes

Répartition et part des nouveaux arrivants entre 2003 et 2008



Source : Insee - Recensements de la population

noise et, dans une moindre mesure, celles des périphéries de Villefranche-de-Rouergue, Millau et Saint-Affrique. L'attractivité récente est le moteur de la croissance démographique du département. Elle est plus forte en moyenne que dans les autres départements du Massif central, mais elle est inférieure à la moyenne régionale hors Haute-Garonne.

Si cette tendance se poursuivait, la population du département progresserait de 40 000 habitants à l'horizon 2040.

Des néo-Aveyronnais plutôt actifs

Entre 2003 et 2008, 28 000 personnes viennent s'installer en Aveyron. Ces nouveaux arrivants choisissent principalement les communes de Rodez, Millau et Villefranche-de-Rouergue.

Parmi eux, 21 % viennent d'un autre département de Midi-Pyrénées, 15 %

de Languedoc-Roussillon, 15 % d'Île-de-France. Et à chacun sa terre d'accueil : les Midi-Pyrénéens s'installent plus fréquemment à Rodez et à Villefranche-de-Rouergue, les Languedociens au sud, autour de Millau et de Saint-Affrique et les Parisiens au nord, dans l'Aubrac.

Toutes origines confondues, plus d'un néo-Aveyronnais sur deux est actif (54 %) et un sur cinq (19 %) est retraité.

Entre 2003 et 2008, l'Aveyron perd 18 700 de ses habitants, partis vers d'autres départements, à Toulouse ou Montpellier pour près du tiers d'entre eux. Un tiers de ces départs concernent les jeunes de 15 à 24 ans, qui partent étudier ou chercher un premier emploi en dehors du département. Parmi les 6 400 jeunes qui sont partis, 63 % sont des élèves ou des étudiants, 30 % ont un emploi, les autres étant à la recherche d'un emploi. Au jeu des migrations, le département est ainsi très déficitaire pour les jeunes. C'est un constat

Sans l'apport migratoire, l'Aveyron perdrait des habitants

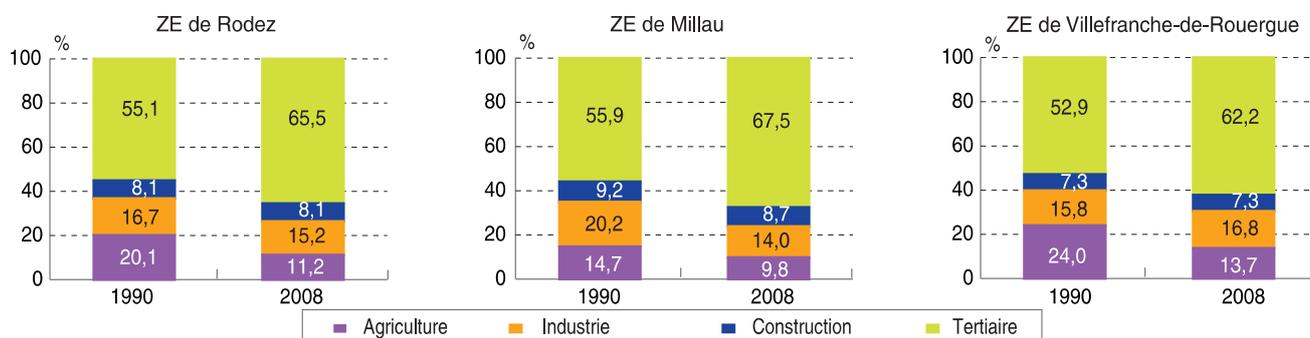
Projections de population en Aveyron à l'horizon 2042, selon différents scénarios

	2010	2024	2042
Scénario central	278 734	295 864	317 412
Hypothèse basse	278 659	289 117	297 958
Hypothèse haute	278 805	303 007	337 826
Sans migration	273 238	265 022	256 766

Source : Insee - Omphale 2010, recensement de la population 2007

Une recomposition sectorielle tirée par le tertiaire

Répartition et évolution de l'emploi selon le secteur et la zone d'emploi (ZE) en 1990 et 2008



Source : Insee - Recensements de population

courant pour un département sans grande ville universitaire.

La croissance démographique de l'Aveyron s'accompagne d'un dynamisme de la construction de logements, principalement d'appartements mis en location dans le parc privé. Le parc de logements considérés comme récents, construits depuis 1999, est ainsi proportionnellement plus développé que dans les départements du Massif central.

La vacance des logements reste dans la moyenne, mais elle est élevée à Rodez d'une part, où les logements anciens sont nombreux, à Decazeville et dans l'Aubrac d'autre part, où la population continue de vieillir et de décroître.

L'agriculture toujours très présente

Fin 2008, l'Aveyron compte 110 000 emplois tous secteurs d'activité confondus. Le département se distingue par le poids relativement important de l'agriculture qui représente encore 10 % des emplois, contre 3 % au niveau national et 8 % dans les départements du Massif

central : c'est le cinquième département de métropole le plus agricole après le Gers, le Cantal, la Creuse (12 à 13 %) et la Lozère (11 %).

Comme ailleurs, le secteur tertiaire domine, avec deux emplois sur trois. Le tertiaire marchand est aussi développé que dans les départements du Massif central, alors que la part de l'emploi dans le tertiaire non marchand (éducation, santé, action sociale, administration) est moindre. L'industrie conserve une place relativement importante (16 %), comparable à celle des départements du Massif central ou de Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne.

L'économie sociale et solidaire, qui regroupe les activités non commerciales et à but non lucratif gérées par des mutuelles, des coopératives et des associations, y est plus implantée qu'ailleurs. Elle représente 16 % des emplois, comme en moyenne dans les départements du Massif central. Les associations qui œuvrent essentiellement dans le secteur social, ainsi que dans ceux de l'éducation et de la santé, gèrent les quatre cinquièmes de ces emplois, comme ailleurs.

L'emploi en mutation

Sur longue période, de 1990 à 2008, l'emploi progresse à un rythme comparable à celui de la région hors Haute-Garonne. Le département a connu lui aussi une profonde recomposition sectorielle. C'est le tertiaire qui tire toujours la croissance de l'emploi et reste dynamique, même si sa part dans l'emploi total progresse moins vite durant la dernière décennie.

Entre 1999 et 2008, l'ensemble du tertiaire (+ 10 %) progresse plus rapidement qu'en moyenne en Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne (+ 9 %) et surtout que dans les départements du Massif central (+ 6 %). Le tertiaire marchand (transports, commerces, services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières et financières) gagne 3 800 emplois (+ 11 %), alors que le tertiaire non marchand (éducation, santé, action sociale, administration) en gagne 2 800 (+ 10 %).

L'industrie aveyronnaise résiste relativement mieux que dans les départements du Massif central ou que dans le reste de la région hors

Un diagnostic pour l'Aveyron

Réalisé dans le cadre d'un partenariat entre le Conseil général de l'Aveyron et l'Insee Midi-Pyrénées, ce diagnostic de territoire vise à décrire les évolutions sociodémographiques et économiques en cours pour améliorer la connaissance du territoire et alimenter le débat public dans le cadre de la mise à jour des schémas départementaux et de la mise en œuvre des actions du Conseil général dans le domaine social.

L'étude met en perspective le territoire avec deux zones de référence : l'ensemble de la région Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne et sept départements du Massif central aux caractéristiques proches de celles de l'Aveyron : Cantal, Corrèze, Creuse, Haute-Loire, Lot, Lozère, Nièvre (appelés dans le texte « départements du Massif central »).

Haute-Garonne, ne perdant que 700 emplois entre 1999 et 2008, contre 1 000 sur la période 1990-1999. La mise en place et le développement du « Système productif local » de la Mécanic Vallée, labellisé en 1998 et localisé dans le triangle Rodez - Villefranche-de-Rouergue - Figeac, a atténué les pertes d'emplois liées au déclin des activités traditionnelles et des industries minières à partir des années 50.

Sur les vingt dernières années, le secteur de la construction est restée stable, autour de 9 000 emplois (8 %). L'agriculture, qui perdait près de 850 emplois par an dans les années 80, puis 500 dans la décennie suivante, n'en perd plus que 200 à compter des années 2000, ce qui correspond à une baisse un peu moins soutenue que dans les départements du Massif central ou de Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne.

Sur longue période, cette profonde recomposition sectorielle diffère d'une zone d'emploi à l'autre. Dans la zone d'emploi de Millau, le tertiaire compense les pertes de l'industrie et de l'agriculture. Dans celle de Rodez, qui couvre une large partie centrale du département, la croissance des emplois du tertiaire fait plus que compenser les pertes de l'agriculture, dont le poids est divisé par deux. L'industrie s'y maintient, malgré les pertes du bassin minier de Decazeville. Dans la zone d'emploi de Villefranche-de-Rouergue, le poids de l'agriculture est aussi divisé par deux, mais l'industrie se développe. Au total, entre 1990 et 2008, l'emploi progresse plus rapidement dans la zone d'emploi de Rodez (+ 14 %) que dans celle de Millau (+ 8 %) et que dans celle de Villefranche-de-Rouergue (+ 4 %), qui a perdu des emplois en début de période (1990-1999).

Une population âgée à bas revenus

Comparé à l'ensemble des départements de province et comme les autres départements du sud-ouest du Massif central, l'Aveyron se caractérise par une pauvreté plus marquée chez les personnes âgées de 65 ans ou plus : 17,1 % des Aveyronnais

vivent avec un revenu disponible après redistribution inférieur au seuil de pauvreté (954 euros par mois et par unité de consommation en 2009). Cette proportion est seulement de 9,5 % pour l'ensemble de la province.

La pauvreté est plus marquée chez les personnes âgées dans seulement six départements : la Creuse (20,9 %), le Cantal (19,0 %), les deux départements de Corse (18,8 %), le Gers (18,4 %) et la Lozère (18,3 %). Le poids des plus âgés parmi la population pauvre est lié à la part importante de retraités de l'agriculture, dont le montant de retraite est plus faible en moyenne que celui des autres catégories socioprofessionnelles. A contrario, la population des moins de 65 ans apparaît moins exposée qu'ailleurs à la pauvreté.

Parmi les moins de 65 ans, les personnes en situation de précarité financière, vivant sous le seuil de bas revenu, y sont moins nombreuses qu'en Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne (16,6 % contre 18,1 % en 2010). C'est aussi le cas des jeunes de 18 à 25 ans en difficulté d'insertion, c'est-à-dire ni en emploi, ni élèves ou étudiants (16,4 % des jeunes

contre près de 20,7 %). Malgré une hausse importante entre 2008 et 2010, la part des bénéficiaires du RSA socle non majoré (versé pour garantir un revenu minimum aux personnes sans ressources et qui remplace depuis mi-2009 le RMI) est la plus faible de Midi-Pyrénées.

Le chômage, bien qu'en progression suite à la crise économique et financière, amorcée en 2008, reste moins élevé qu'ailleurs.

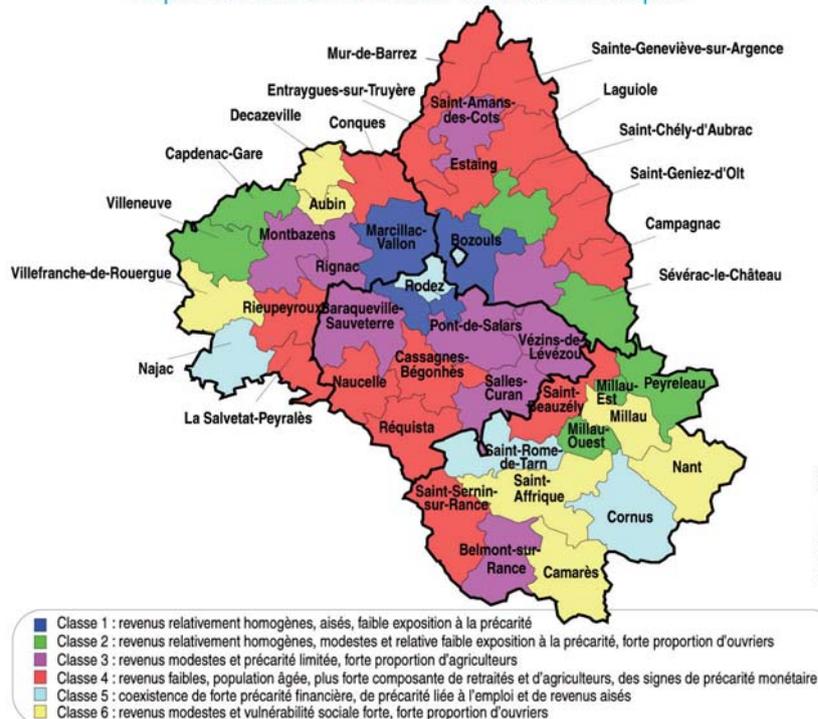
Des zones fragilisées par la précarité

Le département est confronté à de fortes disparités territoriales : dans certaines zones, une partie de la population est exposée à la précarité financière ou à la précarité liée à l'emploi.

Dans les cantons de Decazeville, Aubin, Villefranche-de-Rouergue, Nant, Camarès et Saint-Affrique et dans la commune de Millau, de nombreuses personnes en âge d'être actives ont un revenu inférieur au seuil de bas revenu. Les prestations sociales constituent une large part de leurs ressources financières. Le chômage y est plus développé qu'ailleurs et un

Précarité des personnes âgées dans de nombreuses zones

Répartition des cantons selon leurs caractéristiques



Définitions

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au **seuil de pauvreté**. Le niveau de vie est le revenu disponible (après versement des prestations sociales et paiement des impôts) : il est ramené au nombre d'unités de consommation (UC) dans le ménage pour tenir compte des économies d'échelle liées à la composition du ménage. Ce seuil se situe à 60 % du niveau de vie médian et s'élève à 954 euros par mois et par UC en 2009. Il est retenu ici pour comparer la pauvreté dans l'ensemble de la population.

Calculé à partir des fichiers fournis par les caisses d'allocations familiales (Caf) et de mutualité sociale agricole (MSA), le **seuil de bas revenus** (956 euros en 2010) est déterminé de manière similaire mais ne concerne que les allocataires Caf et MSA, excluant de ce fait les personnes âgées de 65 ans et plus et s'applique au revenu disponible, y compris les prestations Caf et MSA, mais avant paiement des impôts.

jeune de 18 à 25 ans sur cinq n'est pas inséré, étant ni en emploi, ni élève ou étudiant.

Les disparités et la fracture sociale touchent d'autres zones, comme la ville de Rodez et le canton de Rodez-Nord où se côtoient des populations aisées et des populations aux revenus faibles ou modestes. Le chômage y est élevé. Parmi la population en âge de travailler, près d'un habitant sur cinq y vit avec un revenu inférieur au seuil de bas revenu et une part importante des ressources est constituée de prestations sociales. Les disparités existent aussi dans les cantons de Cornus, Najac et Saint-Rome-de-Tarn, même si le revenu moyen y est nettement plus faible.

À l'opposé, autour de Rodez, dans les cantons de Rodez-Est, Rodez-Ouest, Bozouls et Marcillac-Vallon, la population est jeune, plutôt active en emploi et les cadres et les professions intermédiaires y sont plus nombreux, qu'ils soient en activité ou retraités. Les revenus sont élevés et la population en situation de précarité peu nombreuse. Les cantons de Villeneuve, Capdenac-Gare, Espalion, Peyreleau, Séverac-le-Château, Millau-Est et Millau-Ouest bénéficient d'une plus grande cohésion sociale. Les revenus des ménages sont dans la moyenne du département et sont plus homogènes. Le chômage, dans la moyenne départementale, et la pauvreté restent limités, même si les jeunes non insérés y sont particulièrement nombreux.

Dans les autres cantons du département, l'agriculture marque encore son empreinte : les agriculteurs, en activité ou retraités, y sont relativement nombreux. La population âgée de 65 ans ou plus y dispose d'un re-

venu en moyenne plus faible que dans le reste du département. C'est particulièrement le cas sur les contreforts de l'Aubrac et dans le nord du département en général, mais aussi au sud-ouest ou dans le Lézou : une caractéristique liée au poids important des agriculteurs retraités. Dans ces cantons, près de trois habitants sur dix ont plus de 65 ans.

Accompagner le vieillissement

L'attractivité exercée par l'Aveyron sur de nouvelles populations, d'âge actif en particulier, n'empêche pas le vieillissement d'ensemble de la population. Les jeunes sont relativement moins nombreux que dans les zones de référence et les personnes âgées plus nombreuses. En 2008, près de 24 % des habitants ont 65 ans ou plus : ils seraient 33 % à l'horizon 2040, si les tendances démographiques actuelles se poursuivaient. Parmi les plus âgés, la population des plus de 85 ans aug-

menterait fortement : en trente ans, leur nombre serait multiplié par 2,5. En 2010, la dépendance est déjà élevée en Aveyron : on estime que 9,7 % des personnes âgées de 60 ans ou plus sont dépendantes. C'est la part la plus élevée de tous les départements de Midi-Pyrénées et certains territoires sont particulièrement touchés, comme le nord, autour d'Espalion. À l'horizon 2030, dans l'ensemble du département, la dépendance concernerait 2 000 personnes âgées de plus qu'en 2010, soit 24 % de plus. Cependant la part de la dépendance dans la population âgée baisserait - comme ailleurs - mais serait encore de 9,1 % en 2030, toujours plus que dans l'ensemble de la région.

Cet accroissement du nombre de personnes âgées devrait contribuer à l'augmentation du nombre d'emplois du secteur social dans les prochaines années, en lien avec les aides au maintien à domicile et la prise en charge de la population dépendante dans les maisons de retraite.

La population âgée dépendante resterait nombreuse

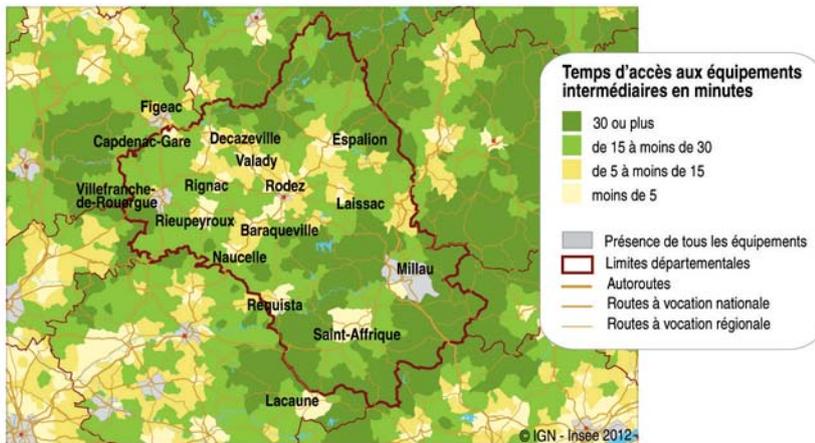
Projections de la population âgée dépendante 2010-2030

	Aveyron	Midi-Pyrénées	Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne
Population âgée (60 ans et +) en 2010	85 600	730 100	483 500
Population âgée (60 ans et +) en 2030	113 400	1 054 700	675 100
Population âgée dépendante en 2010	8 300	65 800	45 200
Population âgée dépendante en 2030	10 300	89 300	58 800
Solde pop. âgée 2030-2010	+ 27 700	+ 324 600	+ 191 600
Solde dépendance 2030-2010	+ 2 100	+ 23 500	+ 13 600
Évolution pop. âgée 2030/2010	+ 32 %	+ 44 %	+ 40 %
Évolution dépendance 2030/2010	+ 25 %	+ 36 %	+ 30 %
Part de pop. dépendante en 2010	9,7 %	9,0 %	9,3 %
Part de pop. dépendante en 2030	9,1 %	8,5 %	8,7 %

Sources : Insee - Omphale 2010, Recensement de la population 2007, Insee-Drees - enquêtes Handicap Santé 2008/2009



Des cantons éloignés des principaux équipements au nord et au sud



Un renouvellement des actifs à anticiper

Le vieillissement de la population a aussi des conséquences sur la population active. Du fait d'un taux d'activité déjà très élevé et d'un chômage faible, le département devra compter essentiellement sur les apports de population pour renouveler sa main-d'œuvre.

Cependant, le vieillissement des actifs amène à se poser des questions en termes de qualification, de formation et de transmission des savoir-faire : comment en particulier adapter le niveau de qualification requis pour accompagner l'évolution des métiers, pour garder la capacité à innover et maintenir une certaine compétitivité ?

En 2008, un actif sur deux est âgé de plus de 40 ans, un sur quatre de plus de 50 ans. Tous secteurs d'activité confondus, il y a trois actifs de 50 ans ou plus pour deux actifs de moins de 30 ans. Cet indicateur de vieillissement élevé est comparable à ceux des départements du Massif central et de Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne.

C'est dans l'administration publique et l'action sociale que la population active en emploi âgée d'au moins 50 ans est la plus nombreuse, sans oublier l'agriculture, même si, dans ce secteur, le vieillissement est moindre que dans le reste de Midi-Pyrénées hors Haute-Garonne. À l'horizon 2030, si les tendances actuelles se prolongeaient et en tenant compte des réformes successives sur les retraites, un tiers des actifs auraient plus de 50 ans, la part des actifs de moins de 30 ans resterait stable à 20 %. Le rapport entre les actifs de plus de 50 ans et les moins de 30 ans passerait de 1,5 à 1,6.

Cependant l'arrivée d'actifs freinerait la tendance au vieillissement, ce qui n'est pas le cas dans les départements du Massif central, moins attractifs.

Un taux d'équipement satisfaisant

Dans son ensemble, l'Aveyron est bien équipé en services et commerces de proximité. Il compte également de nombreux pôles possédant

les services de santé spécialisés et les grands commerces d'alimentation ou d'équipement du foyer. Ainsi, cinq grands pôles d'équipements supérieurs structurent de manière équilibrée le département, Rodez, Millau, Villefranche-de-Rouergue, Saint-Affrique et Decazeville, auxquels s'ajoute le pôle de Figeac, dans le Lot, dont l'influence s'étend en Aveyron. Dix-huit autres pôles complètent la couverture du département pour des équipements comme les collèges, les supermarchés, les principaux commerces.

Néanmoins, une partie de la population plus importante que dans les départements du Massif central est éloignée des équipements, qu'il s'agisse de commerces et services de la vie quotidienne ou d'usage moins courant. Et cette caractéristique vaut principalement pour des communes où la population est âgée. Ces communes plus isolées, avec un accès routier rendu difficile par le relief accidenté, sont faiblement peuplées mais nombreuses. C'est le cas des communes situées dans le Lévézou, sur les contreforts de l'Aubrac, mais aussi des communes limitrophes du Tarn, de l'Hérault, du Gard et de la Lozère. Sur ces vastes territoires en déclin démographique, certains équipements sont éloignés, comme les services d'urgence, les spécialistes de santé, les lycées ou encore les grands commerces et les magasins d'équipement du foyer. Maintenir l'accessibilité constitue un réel enjeu pour une population vieillissante et aux revenus plus faibles qu'ailleurs.

Pour en savoir plus

- « Pays Ruthénois : un dynamisme à maintenir, des coopérations à développer », Insee Midi-Pyrénées, 6 Pages n° 111, juin 2008
- « Projections de population dans les principales aires urbaines de Midi-Pyrénées : 2007 - 2042 », *Dossiers de l'Insee Midi-Pyrénées* n° 155, février 2012
- « Regards sur l'Aveyron - Panorama du département », Insee Midi-Pyrénées, n° 30-12, novembre 2012.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DIRECTION RÉGIONALE
DE MIDI-PYRÉNÉES

Téléphone : 05 61 36 61 36
Télécopie : 05 61 36 62 00
Adresse : 36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE CEDEX 4

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier
Rédacteur en chef : **Bruno Mura**
Maquettiste : **Agnès Itier**

Imprimeur : Evoluprint
Dépôt légal : novembre 2012
ISSN : 1262-442X